

Daniel Bourmaud*

LE SENS OU LE CHAOS

La question de la crise des valeurs parcourt l'histoire des sociétés humaines. Le changement, sous ses formes multiples, est en effet inhérent à la vie sociale. Rares sont les sociétés que l'on peut qualifier de *froides*, pour reprendre l'expression de Claude Lévi-Strauss, c'est-à-dire celles qui ont su maintenir un état de stabilité quasi-homéostatique. Au contraire, la plupart des sociétés peuvent être considérées comme *chaudes* en ce sens qu'elles sont mues par le changement et font parfois de celui-ci le moteur de leur existence. C'est pourquoi l'histoire peut être considérée comme un cimetière de systèmes de valeurs. C'est en substituant de nouvelles valeurs aux anciennes, en déclarant obsolètes celles qui avaient jusque-là prévalu, que les sociétés s'ajustent aux défis auxquels elles sont confrontées. Est-il dès lors pertinent de parler de crise des valeurs ? Le thème, rabâché à satiété, pourrait presque relever d'une paresse intellectuelle tant il accompagne chaque étape de l'humanité depuis ses origines. Que les hommes soient amenés à modifier leurs représentations, leurs codes symboliques par lesquels ils font société, n'est sans doute pas une mince affaire quand on y est confronté. Mais le choc relève presque de la banalité tant il s'est reproduit à de multiples reprises dans le passé.

Quoi de neuf alors sous le soleil d'aujourd'hui ? Il nous semble que ce que l'on appelle crise des valeurs désigne quelque chose de spécifique et, à bien des égards, d'infiniment plus grave que ce que à quoi l'expérience nous a accoutumés. La crise des valeurs en ce début de XXI^e siècle n'a pas d'équivalent dans le passé. Elle ne correspond pas seulement à un changement de société marqué de cette fièvre cathartique que Gramsci appelait crise, ce moment où « le vieux se meurt tandis que le neuf ne peut naître ». Elle affecte les hommes avec une intensité méconnue : d'une part, elle modifie radicalement et sans exception toutes les composantes

* Daniel Bourmaud est Professeur de Science politique à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

symboliques des sociétés contemporaines en niant tout simplement la possibilité de faire société ; d'autre part, elle n'épargne aucune société en raison même des interdépendances liées au phénomène de mondialisation. Il en découle un défi d'une ampleur telle que, derrière la crise des valeurs, se joue peut-être tout simplement la survie de l'humanité.

Valeurs objectives et relativisme

Les valeurs ne sont pas un luxe mais la condition même de la vie sociale. Il n'existe pas de société sans un ensemble cohérent de repères symboliques, c'est-à-dire la reconnaissance de représentations communes et non réductibles à l'argent, qui confèrent à la société son identité collective : chacun se reconnaît comme élément de l'ensemble et puise dans cette appartenance partagée le sens nécessaire à sa vie. La spécificité de la crise des valeurs contemporaines tient au fait que les nouvelles valeurs de substitution qui émergent sur les décombres des anciennes, loin de produire du lien social, précipitent au contraire la désintégration de la société. Comment ?

Les systèmes de valeurs qui se sont succédés au cours de l'histoire ont toujours eu un commun dénominateur. Ils étaient articulés sur le principe de l'objectivité des valeurs. Les sociétés faisaient corps autour d'un socle de repères considérés comme vrais et donc non susceptibles de contestation. Les religions, dans leur foisonnante diversité, ont rempli cette fonction de mise en ordre des représentations légitimes, fondées sur une transcendance puisée dans l'au-delà du monde matériel. La Grèce antique, l'Empire romain, en Occident, le monde musulman ailleurs, illustrent ce même type de structuration autour d'un corps de principes supérieurs s'imposant à la communauté. Sociétés et religions étaient indissociables et, par ce lien, ont conduit à l'émergence de systèmes de valeurs qui opéraient comme des codes de compréhension de la réalité. Ces grammaires d'interprétation et d'action donnaient à chaque individu le cadre de son insertion au sein de la société globale. Il n'existait pas de discontinuité entre l'homme et son environnement social. Ce modèle fusionnel a résisté à l'effervescence des bouleversements socio-politiques. Les valeurs pouvaient vaciller, s'effondrer même, emportées par la tourmente de l'histoire. De nouvelles émergeaient, empruntant la même structure objective que celles qui avaient précédé. Le grand basculement de la modernité aurait pu marquer une rupture cardinale avec l'ordre ancien. Certes, l'autonomie de l'individu a bien perturbé l'agencement des sociétés féodales. Mais la modernité n'a pas fait table rase des valeurs objectives. La religion a continué de faire office de ciment face à l'affirmation de l'individu, comme Tocqueville l'a montré à propos de l'Amérique. Lorsque la religion traditionnelle a perdu son monopole, à son effacement, au demeurant relatif, comme ce fut le cas en

France, s'est substituée une religion civile dénommée République dont les valeurs de citoyenneté, directement dérivées de la morale chrétienne, codifiaient les comportements de chacun. Morale collective et morale individuelle ne faisaient qu'un, érigeant ainsi, en surplomb des hommes, des valeurs objectives auxquelles il n'aurait été question de se soustraire.

La crise actuelle remet en cause cet agencement multiséculaire en ouvrant une nouvelle ère, celle des seules valeurs subjectives. Il n'existe plus d'ordre social au-dessus de l'individu. Le corps social n'est qu'une collection d'individus, chacun étant le producteur de son propre système de croyances. Les valeurs, au nom de l'insurpassable liberté de l'homme, sont définies par chacun. La société n'est plus qu'une juxtaposition de points de vue dont l'harmonisation suppose une seule valeur commune : la tolérance. Ainsi triomphe le relativisme post-moderne. Tous les points de vue se valent (ils représentent littéralement parlant exactement la même valeur). Les catégories fondamentales autour desquelles et par lesquelles les hommes ont pu faire société relèvent de choix personnels. Le Vrai, le Bien, le Mal, ne sont plus des balises qui s'imposent à tous mais des éléments laissés à la subjectivité de chacun.

La démultiplication des points de vue, considérés comme d'égale valeur, conduit à l'impossibilité d'un sens partagé. Les valeurs objectives ne dérivent pas, en effet, d'un quelconque arbitraire mais découlaient d'un passé explicitement revendiqué. Même retravaillées, elles participaient d'un héritage, plaçant l'homme et la société dans une chaîne du temps long. Le moment présent s'inscrivait dans une durée dont chaque être humain, pris isolément, ne pouvait être ni le point de départ, ni le point d'arrivée. Les systèmes de valeurs se nourrissaient du passé, même en le contestant, et fécondaient l'avenir. L'individualisme post-moderne brise ce rapport au temps en renvoyant chacun, non à une mémoire commune, mais à une histoire individuelle. Comment comprendre par exemple ce goût prononcé aujourd'hui pour la généalogie autrement que comme un substitut à l'absence de rapport au passé collectivement revendiqué ? A une histoire commune a succédé l'ère de l'histoire individuelle. Jean-François Lyotard résume dans une formule concentrée l'époque contemporaine, celle de « l'incrédulité à l'égard des méta-récits¹ ».

Or le récit est essentiel car il organise le temps, lui confère une cohérence et prodigue à chacun le sens nécessaire à la vie. Quel sens des généalogies individuelles peuvent-elles apporter à une société et donc à ses hommes ? Fût-il chaotique et tragique, imaginé et reconstruit, le passé était omni-présent. Il façonnait le socle de l'appartenance sociale et de l'identité collective. Amputé de ce rapport au temps long qui faisait sens, l'homme post-moderne flotte dans les airs, livré aux vents du moment c'est-à-dire à lui-même. Cela ne signifie pas que la quête de sens ait disparu. Mais il

n'existe plus de sens qui fasse consensus. La relativité des valeurs conduit mécaniquement à la relativité des sens.

La charge qui pèse sur l'homme n'est-elle pas dès lors trop lourde ? S'il revient à chacun, dans son irréductible singularité, de définir ses valeurs et son sens, comment une société peut-elle encore faire société ? Le triomphe de l'individualisme contemporain et de son corollaire - la relativité des valeurs - agit en fait comme un puisant dissolvant sur les structures sociales.

Une société impossible

Revêtu des oripeaux de la respectabilité, puisqu'il laisse à chacun la liberté de définir ses propres valeurs, le principe de relativité est pétri de contradictions. Comment rendre compatibles des valeurs qui s'opposent ? Le port de la *burqa*, revendiqué comme un droit par certaines fractions de l'islam peut-il cohabiter avec la revendication simultanée de tenues vestimentaires où le dénuement de certaines parties du corps est considéré comme une expression esthétique² ? En quoi la valeur de laïcité serait-elle supérieure à la valeur religieuse qui exige l'autorisation de porter le foulard là où on veut ? Comment organiser un espace public dont l'occupation est revendiquée par des demandes contraires, sauf à nier la notion même d'espace public en le découpant en plusieurs espaces privés ? Le libéralisme porte en lui-même le germe de ses propres contradictions dès lors qu'il se réduit à une conception où la liberté de chacun doit s'exprimer sans aucune entrave. Conscient d'ailleurs de cette contradiction, les philosophes du libéralisme, tant politique qu'économique, n'envisageaient pas de société libérale viable sans recours à des mécanismes contraignants, de nature institutionnelle ou idéologique. Le domaine des mœurs est sans doute celui où s'affiche de la façon la plus visible aujourd'hui l'antagonisme des valeurs et leur difficile compatibilité. Le postulat post-moderne d'un individu totalement affranchi de valeurs objectives résonne comme un cauchemar. Derrière l'assouvissement des demandes et désirs individuels se cache le délitement du lien social dont les soubresauts institutionnels sont la traduction.

Les institutions sont inhérentes aux sociétés. A travers le droit, l'organisation des pouvoirs, les procédures, les hommes se désignent à eux-mêmes la façon dont ils structurent leurs rapports et entendent les pérenniser. Par là, les institutions sont à la fois mises en scène de la société mais aussi garantie de celle-ci. Les contradictions qui minent le terrain des valeurs précipitent les institutions dans un tourbillon incessant. Puisqu'il n'existe plus de valeurs objectives, les institutions virevoltent au gré des rapports de forces momentanés qui se constituent dans la cité. Le droit français s'est employé à être une construction aussi cohérente et stable que possible. Si le code napoléonien s'est d'ailleurs tant exporté, c'est en

grande partie parce qu'il symbolisait l'archétype de l'édifice juridique où tous les éléments s'articulaient dans une synthèse aussi harmonieuse que possible. Cette page est révolue. Que les droits soient multiples et contradictoires n'est guère surprenant. Le pluralisme juridique dont on se plaît à vanter les mérites n'est souvent que le cache-misère de la faillite du droit tout court, emporté dans une valse permanente et condamné au mouvement perpétuel sous l'effet de valeurs instables par essence. L'inflation normative si souvent décriée n'est qu'un épiphénomène inhérent au principe de la relativité.

L'emballage institutionnel sous toutes ses formes est sans issue. Faute d'un système de valeurs objectivement constitué, les institutions et les lois sont vouées à s'épuiser dans une course vers une harmonisation chimérique. Le désordre des valeurs crée le désordre des normes et partant le désordre social.

On pourrait imaginer qu'un tel processus mortifère n'est pas si grave que cela dans la mesure où il serait l'apanage de sociétés circonscrites. Il n'en est rien. Le décloisonnement des sociétés sous l'effet de la globalisation transmet la crise des valeurs à l'ensemble de sociétés contemporaines sans exclusive. Ce qu'il est convenu d'appeler « l'occidentalisation du monde » n'est autre que le constat de cette homogénéisation non seulement des économies mais aussi des valeurs. Sans doute, le phénomène est-il très inégalement réparti. Mais les sociétés périphériques d'Asie ou d'Afrique sont elles-mêmes broyées par le rouleau compresseur de la modernité occidentale. Non qu'elles ne fassent pas de résistances. Le retour du religieux, sous ses formes parfois radicales, à l'instar de l'islamisme, traduit bien cette quête de valeurs, d'enracinement. De cette radicalité puisée dans des valeurs objectives ancestrales, certains ont même tiré la conclusion que le chaos civilisationnel guettait les hommes au carrefour³. Les systèmes de valeurs, d'essence religieuse, seraient, telles des plaques tectoniques, voués à s'entrechoquer et conduisant à un monde nécessairement belligère. Sans revenir sur les nombreuses critiques qui lui ont été faites, cette thèse sous-estime l'impact de l'occidentalisation dans ses effets sur les valeurs des différentes sociétés et de ce fait conduit à une erreur d'interprétation du retour du religieux. Le retournement vers les valeurs religieuses tant dans le monde musulman qu'en Occident, obéit à une même dynamique. C'est une réaction au relativisme post-moderne et à l'angoisse qu'il véhicule. Mais, loin d'être une marche vers des formes passéistes, le mouvement relève d'une mutation du religieux. Qu'il s'agisse de l'évangélisme ou du salafisme, pour prendre deux exemples d'expressions religieuses parmi les plus visibles, le commun dénominateur de ces théologies réside dans leur adéquation avec les technologies du monde moderne. Comme le montre

Olivier Roy⁴, ces religions se vivent comme des fois coupées de la culture. Le port de la *burqa* n'interdit pas d'utiliser le téléphone portable. Le modèle consumériste occidental est compatible avec ces professions de foi fondées sur l'émotion et non sur la raison. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ces identités religieuses ne sont que des substituts partiels à la carence de valeurs objectives. Elles séduisent des fractions de sociétés mais sont incapables d'encadrer des sociétés globales. Leur déculturation au nom d'une foi totalement purifiée, coupe leurs adeptes de l'expérience du passé et les empêche de se projeter dans l'avenir.

Civiliser la mondialisation

Le défi dès lors est gigantesque. Sans références à des valeurs objectives, les sociétés semblent condamnées à l'errance. Mais simultanément, il semble douteux de pouvoir élaborer un système de valeurs objectives à l'échelle mondiale qui fusionnerait l'humanité dans une civilisation unique. Or les défis à surmonter se posent de plus à plus à une échelle planétaire. Les sociétés sont contraintes de se doter d'un sens partagé pour affronter les crises multiples qui se télescopent en ce XXI^e siècle. La politique de civilisation, proposée par Edgar Morin, met en exergue la nécessité de replacer l'homme au centre de la vie sociale et politique, seul moyen de maîtriser l'emballlement de la société technicienne⁵. Cette maîtrise ne saurait se décréter par la proclamation d'un système de valeurs objectives imposable à tous. Elle ne peut résulter que d'un métissage des cultures entendu non pas comme une synthèse mais une fécondation réciproque. Cela suppose que soit tournée la page de la post-modernité et de son relativisme au profit d'un retour sur le fonds culturel propre à chaque société, chaque civilisation, pour renouer la chaîne du temps qui lie passé, présent et futur. A cet égard les grandes religions doivent sans doute servir de substrat aux recompositions nécessaires. Non pour enclencher une quelconque régression nostalgique ou rétablir des hégémonies institutionnelles d'un autre âge. Mais tout simplement parce qu'elles détiennent les valeurs premières et essentielles des civilisations contemporaines, quand bien même celles-ci n'en auraient plus conscience ou s'emploieraient à l'oublier, emportées par les grands vents de la post-modernité. Que serait la civilisation occidentale sans le christianisme ? D'où viennent les idéaux de respect de la personne, de justice, de bien, de solidarité, de progrès ? Retrouver des valeurs objectives nécessite un retour sur soi, ses racines, afin de saisir aussi les méandres des multiples histoires spécifiques qui se sont déclinées, notamment à travers les constructions nationales, sur le socle des religions ou des philosophies.

Bref, il faut retrouver ce que l'on a été pour savoir ce que l'on veut être. Ce premier mouvement est le point de passage obligé vers le deuxième

mouvement, celui du dialogue inter-civilisationnel par lequel les hommes, retrouvant des valeurs qui font sens pour leurs sociétés spécifiques, s'ouvrent les uns aux autres pour élaborer, au-dessus de leurs cultures propres, une nouvelle grammaire commune. Loin de pousser au cloisonnement, la quête de valeurs objectives incite au contraire à l'échange. Mais de la même façon qu'une société ne peut intégrer des étrangers en son sein que si elle sait ce qu'elle a à transmettre et donc si elle connaît clairement son socle de valeurs, une culture ne peut entrer en relation féconde avec la culture de l'autre qu'à la condition de se connaître et de savoir ce qu'elle peut donner et donc ce qu'elle peut recevoir. Dans ce mouvement de retour sur soi pour aller vers l'autre, la France n'est pas condamnée à la posture passive. Elle a quelque chose à dire qui ne se limite pas à ses seuls citoyens mais aussi à l'Europe et au-delà. Edgar Morin voit ainsi dans les valeurs de la nation française historiquement constituées (l'universalisme, la foi civique, républicaine et patriotique, la tradition d'intégration des étrangers par l'école et la naturalisation...), l'héritage dans lequel la société doit puiser pour affronter l'avenir. Ses valeurs n'ont pas vocation à rester enfouies honteusement ou confinées à l'intérieur de ses frontières. Elles peuvent, elles doivent aussi inspirer l'Europe. La France ne dispose d'aucun monopole en la matière. D'autres aussi, beaucoup d'autres, en Occident et en Orient, au Nord comme au Sud, ont vocation à apporter leur pierre à l'édifice. Face au consumérisme débridé, à l'impérialisme individualiste, au matérialisme triomphant, d'autres cultures peuvent nous aider à retrouver le sens de la frugalité, de la préservation des ressources naturelles, de la convivialité, d'un rapport au temps humanisé...

Sans doute y a-t-il quelque utopie dans le mouvement à enclencher en raison de l'échelle à laquelle il se joue. Mais le choix est entre un sens retrouvé ou le chaos.

Notes :

¹ Jean-François Lyotard, *La Condition post-moderne*, Paris, Editions de Minuit, 1979.

² La question est très concrète puisqu'elle conduit par exemple à revendiquer des droits d'accès différenciés aux piscines publiques, avec des horaires réservés aux différentes catégories sociales érigées en communautés spécifiques.

³ Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Editions Odile Jacob, Paris, 2007.

⁴ Voir à ce sujet Olivier Roy, *La Sainte Ignorance*, Le temps de la religion sans culture, Paris, Seuil, 2008.

⁵ Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 2002. Sur la société technicienne, voir Jacques Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Economica, 1990.